DÉPARTEMENT DU LOIRET — 1re CIRCONSCRIPTION **(ORLÉANS-EST)**

Élections Législatives du 18 Novembre 1962



Bernard PHILARDEAU

Adjoint au Maire d'Orléans

Vice-Président de l'**Office Municipal d'H.L.M.**

Vice-Président du **Bureau d'Aide Sociale**

Remplaçant éventuel :

Maurice THOREAU

Arboriculteur exploitant

Ancien Secrétaire Général du

"Cercle des Jeunes Agriculteurs du Loiret"

Chères Électrices, Chers Électeurs,

Vous allez élire le 18 Novembre votre député pour cinq ans. Ces années seront décisives. La génération d'après guerre la plus nombreuse en France depuis 100 ans, va arriver à l'âge d'homme et aux responsabilités. Une transformation profonde de la France doit être entreprise dans ses structures politique et économique.

Sollicité par de très nombreux amis et au-delà même du Mouvement Républicain Populaire auquel j'appartiens, j'ai accepté d'être candidat aux prochaines Elections Législatives dans cette 1re Circonscription du Loiret : celle d'Orléans EST et SUD.

Conseiller Municipal d'Orléans depuis 1949, je me suis efforcé durant 10 ans de remplir ce mandat que les électrices et les électeurs orléanais m'ont confié et reconduit par trois fois, en m'inspirant toujours des principes de liberté et de justice sociale.

Elu Adjoint au Maire d'Orléans en 1959, celui-ci m'a confié des tâches passionnantes mais extrêmement lourdes dans les circonstances actuelles pour qui veut les mener à bien : le logement et l'ensemble des affaires sociales.

Depuis bientôt quatre ans à raison de trois journées par semaine je me suis efforcé dans la mesure de mes possibilités de « servir » pleinement tous mes concitoyens avec conscience, dans un domaine comme dans l'autre, je me suis acharné à soulager les misères les plus criantes.

Que ce soit en qualité d'adjoint au maire ou dans celle de vice-président de l'Office municipal d'H.L.M. ou enfin dans les fonctions de vice-président du « Bureau d'Aide Sociale » j'ai toujours examiné les dossiers qui m'ont été soumis avec impartialité et dans un esprit d'humanité et de justice.

C'est pour accroître mes moyens d'actions et pour servir davantage encore dans toute cette 1re Circonscription que je sollicite vos suffrages et votre confiance.

NOS OBJECTIFS

UNE DÉMOCRATIE MODERNE - exige :

— **Un Gouvernement efficace - Un Parlement utile - Des Citoyens responsables.**

Le M.R.P. à l'égard de la Ve République n'a pratiqué ni le soutien inconditionnel ni l'opposition systématique. Il a approuvé avec le Peuple Français la Constitution de 1958 à laquelle il demeure attaché. Il a contribué à mettre fin à la guerre d'Algérie.

Pour l'avenir, le gouvernement d'une nation moderne doit être fort, à l'abri de l'instabilité. Mais le pouvoir ne doit pas être isolé et confié aux technocrates. Sans équilibre des Pouvoirs et sans l'appui de la Nation, il n'y a ni autorité ni démocratie véritable.

C'est pourquoi nous demandons que le Parlement exerce la plénitude de ses droits législatifs et de contrôle ; que les grandes forces de demain - les organisations professionnelles, syndicales et familiales et la jeunesse - soient associées à une politique nationale ; que le pouvoir politique et la responsabilité économique soient solidement unis.

A quoi servirait que des « inconditionnels » siègent dans un Parlement dont ils abandonnent les droits et les devoirs.

Vous accorderez votre confiance à ceux qui désirent, comme c'est mon cas, assumer pleinement le rôle de vrai parlementaire, tel qu'il est défini par la Constitution que nous avons ensemble adoptée en 1958.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE doit se faire au bénéfice de tous les Français : FAMILLES, SALARIES, AGRICULTEURS, CLASSES MOYENNES, RETRAITES, JEUNES...

Le redressement financier, la stabilité monétaire n'ont été obtenus depuis 4 ans qu'aux dépends du niveau de vie de nombreuses catégories de Français et particulièrement des Vieux et des Familles. La justice sociale n'a pas été respectée. Les progrès de la productivité n'ont pas bénéficié à tous les travailleurs. Partisan résolu de l'expansion économique, le M. R. P. demande qu'elle profite à tous.

Pour commencer il faut augmenter les ressources :

— **Des familles** en rattrapant le retard pris par les allocations familiales sur les salaires et en supprimant définitivement les zones de salaires et en appliquant le remboursement à 80 % des honoraires médicaux.

— **Des personnes âgées** dont les prestations sont restées anormalement basses ainsi que le plafond de leur versement ;

— **Des ouvriers retraités** par un meilleur calcul du montant de la retraite et l'octroi de cette retraite à 60 ans dans les professions pénibles. Les serviteurs de l'Etat ne doivent pas être les parents pauvres.

— **Des Anciens Combattants**, des **Mutilés**, des **Veuves** et des **Orphelins** dont les droits sacrés doivent être respectés.

— **Des Rentiers Viagers** de l'Etat ruinés par les dévaluations.

Il faut rendre l'enseignement, dans le maintien de la liberté accessible à tous les niveaux, à tous les enfants. La construction de nouvelles classes, l'équipement scolaire sont très en retard et le recrutement des maitres très insuffisant. La Région Centre-Loire doit recevoir pour sa Jeunesse l'équipement Universitaire, culturel, technique et sportif qui lui est indispensable.

En matière de logement il faut obtenir de nouveaux programmes d'H.L.M. et de logement « sociaux » très important afin de pouvoir donner enfin un toit aux familles de conditions modestes. Noublions pas que 5.000 demandes sont en instance à la mairie d'Orléans. L'habitat rural subit lui aussi un recul et l'expansion économique de nos cantons est paralysée faute de pouvoir loger les ouvriers.

Il nous faudra insister pour que l'Etat donne à notre région l'équipement routier qui lui est indispensable et rester vigilant sur le projet de captage des Eaux du Val de Loire.

Il faut poursuivre l'aménagement du territoire, donner tout son sens à la planification de l'économie et :

— Accélérer la décentralisation industrielle par les stimulants fiscaux et financiers trop peu utilisés jusqu'ici et une utilisation plus rationnelle de l'épargne française insuffisamment investie.

— Soutenir les réformes de structure indispensable à la modernisation de l'agriculture et à la mise à parité des agriculteurs avec les autres catégories sociales.

— Favoriser l'intégration des rapatriés dans l'économie nationale.

— Mettre en place dans chaque région de véritables conseils économiques et sociaux dotés de pouvoir d'informations les plus larges.

L'EUROPE UNIE seule permettra d'assurer notre développement, notre sécurité.

L'Europe doit être enfin pourvue d'une autorité politique. Seul un véritable gouvernement européen pourra définir et appliquer une politique européenne commune afin que l'agriculture française garde le bénéfice des accords de Bruxelles et améliore ses débouchés ; que soit accélérée l'harmonisation des salaires ; que soient réalisées une coordination de l'énergie et une harmonisation des investissements qui évitent le gaspillage.

Mais par delà son progrès économique, l'Europe doit assurer sa sécurité. Or, celle-ci ne peut être garantie que dans le cadre d'une défense européenne commune. C'est pourquoi le M. R. P. s'est déclaré hostile au principe d'une force de frappe atomique strictement nationale bien trop couteuse pour notre économie et nos finances.

Une Europe unie sera respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés. Elle permettra d'établir des liens durables avec les Pays Africains sur le plan économique et culturel.

Ces objectifs je vous les présente en plein accord avec mon ami Maurice THOREAU, ancien secrétaire général des jeunes agriculteurs du Loiret dont les compétences sont bien connues dans tous les milieux ruraux et avec qui je compte traivailler étroitement.

La France de demain a besoin d'institutions équilibrées, de parlementaires dynamiques et compétents, d'une économie rénovée afin de répondre : - aux exigences dela technique - aux aspirations de tous les Français - aux conditions difficiles de la vie internationale.

Animé de sentiments profondément Républicains, j'entends demeurer fidèle à la démocratie qui doit être non seulement sauvée mais **renouvelée.**

C'est pour cette grande tâche d'avenir que je sollicite vote confiance.

Vive la République !
Vive la France !

Bernard PHILARDEAU

Républicain Démocrate d'Action Sociale, Familiale et Rurale

Présenté par le **M. R. P.**

ATTENTION : Pour être valables les bulletins ne doivent comporter ni surcharge, ni rature.

IMP. RAMDE - Orléans